

JEANNE - D'ARC 20 JUIN - 18 H

**Pour la sauvegarde
et l'élargissement des libertés
Contre la répression**

MANIFESTATION UNITAIRE

« Au moment où notre peuple aspire de plus en plus à participer effectivement aux décisions, et alors que les problèmes fondamentaux du pays ne sauraient être résolus que par la démocratie, de graves menaces pèsent sur les libertés.

Les déclarations convergentes de nombreux ministres expriment l'intention délibérée d'imposer la discipline du silence à tous ceux qui discutent, de mettre notre peuple au pas, même au mépris de la légalité actuelle.

C'est le ministre des Armées qui assimile à un agent subversif, quiconque émet une opinion critique sur le régime actuel de l'armée. Il incite les chefs d'état-major à brandir la menace et fait interdire des manifestations pacifiques contre les essais d'armes nucléaires.

C'est le ministre de l'Intérieur qui s'emploie à mettre la police à sa botte et qui ouvre la porte à une mise en cause généralisée des droits individuels en demandant un allongement du temps de garde à vue.

C'est le ministre de l'Education nationale qui préconise des sanctions contre les jeunes et cherche à étendre la répression à l'égard des enseignants.

C'est le ministre de la Culture qui attaque la liberté d'expression des créateurs et des interprètes, tend à les isoler de la population et à asphyxier progressivement les activités culturelles.

Le gouvernement continue d'utiliser la loi répressive de 1920 contre l'avortement et refuse d'en proposer l'abrogation.

Il accroît son emprise sur l'O.R.T.F., en particulier, par le rétablissement d'un ministère de tutelle sur l'information

Parallèlement, se multiplient les atteintes à la liberté de la presse, et au libre exercice du métier de journaliste.

En tout domaine le pouvoir tente d'imposer une idéologie officielle.

Dans le même temps, l'Etat et le patronat s'en prennent aux droits des travailleurs et aux libertés syndicales : ils favorisent la répression et l'intimidation policière contre les immigrés ; ils manifestent leur intransigeance, multiplient les licenciements.

Des commandos sont organisés et lancés contre les grévistes.

En contestant le droit des partis politiques à jouer dans la vie publique le rôle que la Constitution elle-même leur reconnaît, le président de la République vise, en fait, le droit de l'opposition démocratique à exister, à s'exprimer et agir. Les traits autoritaires du régime s'aggravent.

Ces faits concordants révèlent un plan d'ensemble. Ils tendent à créer un climat qui conduirait à des actes redoutables si les plus larges milieux de l'opinion française laissaient s'installer la situation sans réagir.

Un coup d'arrêt est nécessaire dès maintenant.

Des initiatives diverses et importantes ont déjà marqué, dans plusieurs secteurs, la volonté de résister à cette mise en cause aggravée des libertés.

A une politique d'ensemble, il est temps d'opposer solidairement une riposte d'ensemble.

C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser en commun **le 20 JUIN prochain** à Paris et dans les principales villes de France, **de grandes manifestations unitaires pour la défense et l'élargissement des libertés.**

Nous appelons toutes les organisations concernées, tous les travailleurs, tous les démocrates à assembler leurs forces en participant en masse à ces manifestations.

Les organisations signataires : PARTI COMMUNISTE FRANCAIS, PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ, MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE, C.G.T., SYNDICAT DES FERMIERS ET METAYERS, U.N.E.F., U.N.C.A.L., TELE - LIBERTÉ, LE PERSONNEL DU GRENIER DE TOULOUSE, LE GROUPE THEATRAL ENSEMBLE E.